

Comité
Contre
l'Esclavage
Moderne

Esclaves

La Lettre trimestrielle du Comité contre l'esclavage moderne

- Les filières du trafic ■ Safia asservie en France
- Thuram, combattre l'esclavage

ENCORE

L'esclavage en France
n'est pas mort,
vous êtes libre de ne rien faire.

Nom: INCONNU
Age: INDEFINI
Profession: ESCLAVE
Lieu du décès: PARIS

L'édito de Dominique Torrès, fondatrice du CCEM.

Déjà, il y a cinquante ans, les rédacteurs de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme réunis au Palais de Chaillot, à Paris, avaient fait du combat contre l'esclavage une priorité en proclamant dans l'article 4 : **Nul ne sera tenu en esclavage ni en servitude; l'esclavage et la traite des esclaves sont interdits sous toutes leurs formes.**

Pourtant, à l'aube de l'an 2000, loin d'être anéanti, l'esclavage se répand et se consolide. Aucun pays n'est épargné. Pire encore, nous avons laissé se fortifier de véritables réseaux internationaux souvent dirigés par des organisations criminelles mafieuses. Aujourd'hui l'esclavage est un commerce qui rapporte des fortunes et qui brise des vies. D'où la raison d'être du Comité contre l'esclavage moderne et l'urgence de ses interventions. D'où l'importance de ce journal. **« Esclaves encore » est là pour vous donner les moyens d'agir.** Il réunit tout ceux que ce fléau indigné. Comme nous. Autant que nous. Avec nous.

N°1 Novembre 1998



Comité

Les voix du silence

Des esclaves en France, impossible disait-on aux fondateurs du Comité contre l'esclavage moderne. C'était hier.

Place de Valois, tout à côté du Palais Royal, à Paris, une quinzaine de personnes se bousculent dans de petits bureaux. Elles s'appellent Pauline, Ismah, Céline, Cristina, Joachim, Philippe, Françoise, Bénédicte, Marc... Un jour comme un autre où permanents, bénévoles et jeunes filles, hier esclaves, se retrouvent à la permanence du Comité. On s'interpelle, on travaille, on prépare des dossiers, des rendez-vous, des enquêtes.

Quel contraste avec les débuts de cette aventure, en 1994, quand quelques amis, réunis autour de Dominique Torrès qui venait de réaliser pour France 2 plusieurs documentaires sur l'esclavage, décidaient de créer une association pour libérer et défendre, en France, les esclaves modernes. Des esclaves, en France, à la fin du 20^{ème} siècle ! Personne ne voulait y croire. Ce n'est qu'en février 1996 quand la France entière a vu, à l'heure du dîner, au journal télévisé de France 2, la libération de Mehret, une jeune Erythréenne, esclave au domicile d'une diplomate libanaise, que la réalité du phénomène a été admise. Depuis, nous n'avons cessé de nous battre pour faire connaître son ampleur. Nous avons appris à faire face aux multiples problèmes qu'il pose. Le Comité n'avait à son service qu'une poignée de bénévoles, sans argent, sans locaux. Mais persuadés que, s'ils se laissaient décourager par la difficulté de la tâche, personne ne viendrait aux secours de ces jeunes filles abandonnées de tous. Il fallait continuer pour faire parler ces voix du silence.

Le 150^{ème} anniversaire de l'abolition de l'esclavage, en avril 1998, a donné une impulsion nouvelle à notre action. Commémorer, c'est bien, agir aujourd'hui, c'est encore mieux : notre discours a fait mouche. Télévisions, radios, journaux, ont mis l'esclavage moderne à la Une. Aujourd'hui, on célèbre le cinquantenaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Place de Valois, au Comité contre l'esclavage moderne on pense déjà à demain. Faire disparaître l'esclavage : voilà un bon programme pour le troisième millénaire.

■ Sylvie O'DY



Marie Dorigny CCEM

Une pub dérangement

Avril 1998. Les couloirs du métro parisien se couvrent d'affiches déroutantes. Jamais auparavant une pub dénonçant l'esclavage, qui plus est en France, n'a interpellé le citoyen. La régie Métrobus a offert l'espace et joué le jeu. Tout aussi bénévole, l'agence Colorado a choisi le 150^{ème} anniversaire de l'abolition de l'esclavage pour frapper un grand coup. Le message à faire passer est complexe : informer sur un problème largement méconnu, briser le mur de l'indifférence et faire connaître le Comité. Pari gagné !



COMITÉ CONTRE L'ESCLAVAGE MODERNE
4, Place de Valois, 75001 Paris, Tél. 01 55 35 36 55

- **Esclaves encore** est une publication trimestrielle éditée par le Comité contre l'esclavage moderne diffusée par abonnement (80 francs/an) ■
- CCEM 4, place de Valois ■ 75001 Paris ■ tel : 01.55.35.36.55 ■ fax : 01.55.35.36.56 ■ e-mail : ccem@imaginet.fr ■ web : www.orange-art.fr/esclave ■
- Directeur de publication : Dominique Torrès ■ Rédacteur en chef : Philippe Boudin ■ Coordination : Jean-Marie Borzeix ■
- Ont participé à ce numéro : Sylvie O'dy, Marc Béziat, Cristina Talens ■ Création graphique et maquette : Gabie Dumont Feyzeau ■
- Réalisée avec le soutien de la FNAC ■ Imprimé par G. canalé & c ■

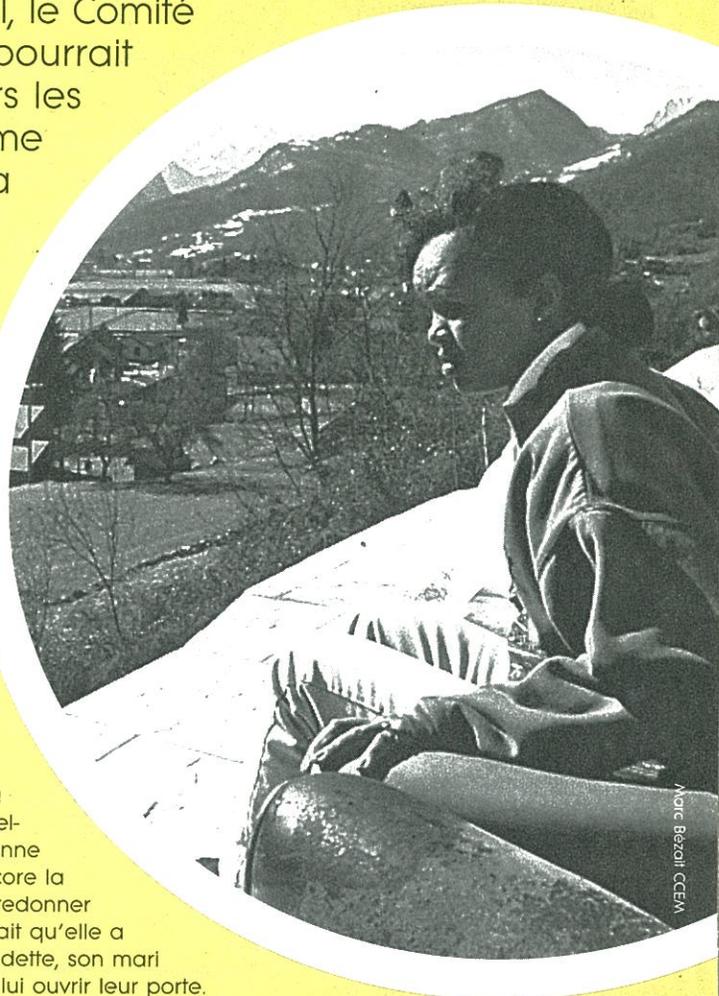
Accueillir les victimes : Une famille engagée

Sans le dévouement des familles d'accueil, le Comité contre l'esclavage moderne ne pourrait remplir entièrement sa mission envers les victimes de l'esclavage en France. Comme Bernadette et Patrice, ces citoyens sont la clef de voûte de notre action.

"Suite à notre offre d'accueillir la jeune fille dont je n'ai pas retenu le nom..." Ainsi débute la lettre que le Comité a reçue après un appel lancé sur France Inter. Une lettre, parmi plusieurs dizaines, toutes aussi sincères et émouvantes.

Les parrains qui hébergent les jeunes filles prises en charge par le CCEM représentent l'édifice sur lequel repose nos interventions. La certitude que nos « petites protégées » seront considérées comme des êtres humains à part entière, souvent pour la première fois de leur vie. « Un élan du cœur inexplicable », rappelle aujourd'hui Bernadette. Cette institutrice à la retraite et femme d'agriculteur a d'abord rendu visite à Safia dans son foyer de la banlieue parisienne. Bernadette fut avertie des difficultés à venir : Safia n'avait pas encore de papiers, elle ne connaissait que quelques mots de français, et avait vécu un véritable enfer. Après une visite de quelques jours sur place, Safia a décidé de partir vivre dans sa nouvelle famille. Dans le village, au creux d'une vallée de moyenne montagne, tout le monde connaît désormais Safia. « C'est une grande sœur pour Esclarmonde, la fille unique du couple. Elle te prend au cœur », résume Bernadette qui l'épaule maternellement. Et pourtant, il n'est pas toujours simple d'intégrer une personne dans son intimité familiale. Il faut non seulement l'éduquer, mais encore la guider dans ses besoins de formation ou de recherche d'emploi. Lui redonner aussi le goût à la vie pour qu'elle reprenne confiance en elle. Safia sait qu'elle a la chance d'être aimée, la première fois depuis bien longtemps. Bernadette, son mari Patrice et Esclarmonde ont fait bien plus que lui ouvrir leur porte.

■ Marc Béziat.



Marc Béziat CCEM

Quelques cas d'esclavages en France

● **Marie est originaire de l'Afrique de l'Ouest.** Elle a connu dix années d'enfer en région parisienne. Tortures, coups, viols. Travail sans répit. Aucun salaire. L'affaire est entre les mains de la justice. Aujourd'hui, Marie travaille et vit avec Jean qui l'aime. Elle rêve de retrouver ses deux enfants qu'elle n'a pas vus depuis dix ans. La compagnie aérienne Sabena lui offre deux billets pour aller, avec un membre du CCEM, essayer de retrouver ses enfants.

● **Ahmed est marocain.** Pendant trois années, un de ses compatriotes l'a réduit en esclavage dans une boucherie de Seine-Maritime. Aucun salaire. Séquestré. Ahmed dormait sur le sol de l'arrière boutique. Il a pu s'enfuir. Des témoins ont contacté le CCEM qui a envoyé le jour même un enquêteur sur place. La justice a été saisie, le boucher incarcéré. Ahmed est désormais en situation régulière. La Communauté Emmaüs, avec la tradition d'accueil qu'on lui connaît, l'a pris en charge à la demande du Comité.

● **Rachida est béninoise.** Elle a 13 ans. Sa grand-mère l'a donnée à une compatriote pour travailler en France. Rachida n'était pas scolarisée et maltraitée. Elle s'est enfuie devant sa marâtre qui la menaçait d'un couteau de cuisine. Une voisine l'a recueillie et a appelé le CCEM. Rachida est maintenant dans une famille de la Ddass. Un juge a été nommé.

● **Henriette est togolaise.** Elle travaillait dix-huit à vingt heures par jour. Sept jours sur sept. Séquestrée, passeport confisqué, elle était en outre quotidiennement insultée. Aucun salaire. Son employeur est un éditeur parisien connu. Une information judiciaire a été ouverte. Henriette est libre. Elle réapprend à vivre chez sa famille d'accueil.

Le placement-gage est également répandu. Pour rembourser une dette, qui parfois date de plusieurs générations, l'enfant est remis par ses parents au créancier. La majorité des enfants au travail sont cependant placés traditionnellement chez des membres plus aisés de la famille. Cette forme ancestrale de placement, supposée être bénéfique pour l'enfant, a dégénéré, ces dernières années, vers un système d'exploitation très lucratif pour les trafiquants.

Tous les pays d'Afrique de l'ouest sont concernés. Le Mali, le Ghana, le Togo, le Bénin et le Nigeria sont connus pour être pourvoyeurs d'enfants, alors que la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Cameroun et le Gabon sont considérés comme récepteurs.

Le trafic intérieur prospère dans tous ces pays. Situé au centre du Golfe de Guinée, le Bénin s'affirme de plus en plus comme un lieu de transit interafricain mais aussi dirigé vers l'Europe et le Proche-orient.

■ Ph. B.

S. Kempfmaier/Vandystadt

LILIAN THURAM

« L'esclavage, cela donne envie de se battre »

Depuis que la France a gagné le Mondial, Lilian Thuram est devenu le symbole de la rage de vaincre. Ce que beaucoup ignorent, en revanche, c'est que depuis longtemps, il est révolté par l'esclavage. Entretien.



Esclaves Encore : Pourquoi êtes-vous particulièrement sensibilisé au problème de l'esclavage ?

Lilian Thuram : Je pense que l'esclavage est une pratique totalement inadmissible. Quelque chose qui va à l'encontre de la nature même de l'homme, de sa dignité. L'être humain naît pour être libre. Je ne peux pas comprendre comment un homme peut en transformer un autre en esclave.

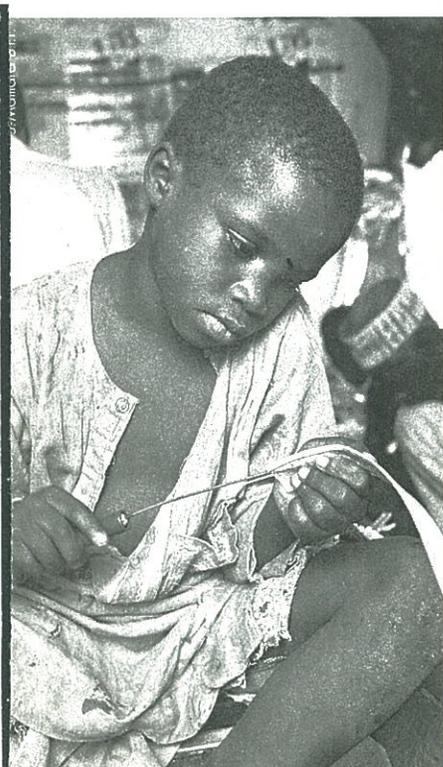
E.E : Etes-vous surpris d'apprendre qu'il y a aujourd'hui plus de 200 millions d'esclaves dans le monde, qu'il y en a même en Europe et en France ?

L.T : Je suis stupéfait par ce nombre. Ce qui me sidère, c'est que, même en France, aujourd'hui, il y ait des gens qui soient capables d'en séquestrer d'autres, de les affamer, de les écraser de travail, de les maltraiter... C'est aberrant. Cela l'était déjà par le passé, et aujourd'hui cette situation est encore plus intolérable. Je pense que le public et en particulier les jeunes ne sont pas assez sensibilisés sur cette réalité.

E.E : A votre avis, que faudrait-il faire pour mieux informer nos concitoyens sur la réalité de l'esclavage moderne ?

L.T : Avant tout, il ne faut pas oublier ce qui s'est passé autrefois. L'humanité a souffert. Je pense qu'on ne parle pas assez aux jeunes de ce qu'étaient la traite et l'esclavage. Il faudrait que cette partie de l'histoire soit enseignée à l'école. Mais aujourd'hui encore, tout cela reste tabou. Pourtant, connaître les erreurs du passé est nécessaire aux jeunes générations pour éviter de les commettre à nouveau. En ce qui concerne notre époque, si les gens étaient mieux informés, ils seraient plus attentifs à ce qui se passe autour d'eux, plus sensibles aux comportements inhumains. Apprendre que l'esclavage existe encore aujourd'hui, cela donne envie de se battre : il faut tout mettre en œuvre pour que l'esclavage disparaisse.

■ Propos recueillis par Sylvie O'Dy



UNE FILLETTE SANS ENFANCE

Safia, 23 ans, est l'une des premières victimes prises en charge par le CCEM. Depuis, des dizaines de vies brisées et bafouées ont été signalées au Comité. Toutes aussi dramatiques.

J'étais heureuse à Argessa (Somalie). Après la mort de mes parents, je vivais auprès de ma grand-mère. Trop pauvre, elle s'est pourtant résignée à me confier à l'oncle Yussuf de Djibouti. Lui s'est vite débarrassé de moi en me donnant à Naïma. Ses enfants allaient à l'école. Moi et Alia, une petite fille de 8 ans comme moi, devions travailler. Nous nous levions vers 4 heures du matin pour faire le ménage, laver le linge à la main et cuisiner. Ces tâches duraient toute la journée, encore et encore, parfois jusqu'au milieu de la nuit. Naïma prenait plaisir à nous battre. J'ai fui à trois reprises mais la police m'a toujours ramenée. Naïma disait que j'avais volé.

Nous sommes partis en France pour vivre dans un appartement triste de la banlieue parisienne. Je dormais sur un tapis dans la salle de bain sans chauffage. J'y mangeais aussi les restes des repas familiaux.

Naïma me battait régulièrement pour un oui, pour un non. Elle me disait que-j'étais une esclave. Jusqu'au jour où je me suis enfuie de nouveau, blessée, avec mes plaies « soignées » à l'eau de Javel. Les policiers m'ont découverte dans une cabine téléphonique où je m'étais réfugiée et m'ont conduite à l'hôpital. Je n'étais pas belle à voir : tuberculose, lésions auditives dues aux coups, hématomes sur le visage, mes mains n'avaient plus d'ongles. La police a enquêté et retrouvé Naïma. Elle a brandi son immunité diplomatique. Elle travaillait pour l'ambassade de Djibouti. Le procureur a dû classer l'affaire.

Françoise et Joëlle, deux assistantes sociales se sont occupées de moi. Elles ont découvert que rien n'était prévu pour des gens dans ma situation. Elles m'ont logée, soignée, et vêtue convenablement. Avec elles, j'ai appris mes premiers mots de français.

Des membres du Comité sont venus. Ils voulaient connaître ce qui m'était arrivé. Abrisée derrière l'immunité diplomatique, l'ambassade de Djibouti a refusé de coopérer. La justice n'a pas pu m'aider. Sûre de son impunité, Naïma a émigré avec ses enfants au Canada. Le CCEM a alerté les autorités de ce pays. Sans résultat pour l'instant. Les médias aussi ont beaucoup parlé de moi. Suite à un appel lancé par le CCEM sur France Inter, j'ai rencontré Bernadette et Patrice, ma nouvelle famille.

Aujourd'hui je vis chez eux à la campagne. Je perfectionne mon français dans ma chambre jaune, ma couleur préférée, entourée de posters des Spice Girls. Grâce à cette famille et à tous les gens révoltés par mon histoire, j'ai l'impression pour la première fois de vivre.

■ Propos recueillis par Marc Bézilat

Les statistiques du Comité contre l'esclavage moderne En France ces deux dernières années...

121 signalements
suivis
d'enquête

98 cas d'esclavage
avérés et suivis

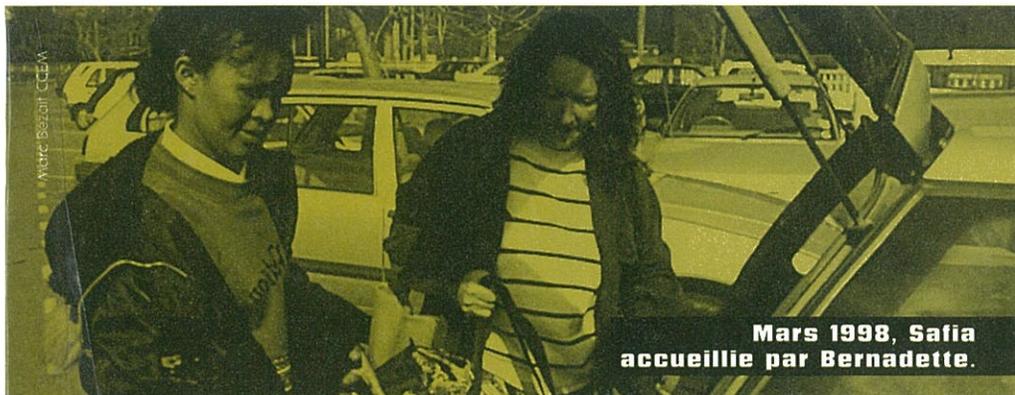
14 victimes
mineures
à l'époque
des faits

33% des employeurs
protégés
par l'immunité
diplomatique

19% d'esclavagistes
de nationalité
française

38 dossiers
en justice

37 affaires
résolues



Mars 1998, Safia
accueillie par Bernadette.

Un fléau mondial

Deux cents millions de femmes, d'hommes et d'enfants sont asservis sur la planète. Très lucratif, le trafic d'êtres humains prospère.

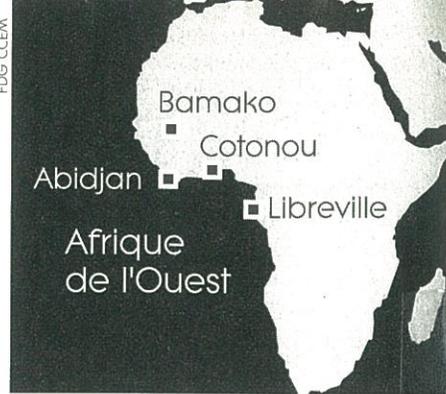
Vous pouvez les croiser dans un avion en route pour le Golfe, le Proche-orient ou l'Europe. Comme des millions de leurs compatriotes, elles s'exilent pour fuir la pauvreté. Ivoiriennes, Sri-Lankaises ou Philippines, elles ont été recrutées comme domestique par des centaines d'agences de placement ou directement par leurs employeurs. Sur place, elles déchantent vite : passeport confisqué, salaire de misère impayé, 15 à 18 heures de labeur quotidien, avec interdiction de sortir sans être accompagnées. Elles peuvent s'estimer heureuses si elles ne sont pas en plus battues, affamées et violées. Pire est l'exploitation de la prostitution. Des milliers de fillettes enlevées chaque année au Népal

pour alimenter les bordels de Bombay. Au Cambodge aussi ce sont des gamines qui hantent les couloirs sombres des maisons de passe. Mais en Europe? Selon les experts des Nations-Unies, des centaines de milliers de femmes sont plongées dans la prostitution par contrainte.

En France, les ateliers clandestins de confection se multiplient dans des pavillons anodins et parfois même dans d'étroits goulets creusés sous la terre. Des dizaines de milliers de Chinois, originaires de la province du Zhejiang y suent pour rembourser leur passage : 100.000F empruntés à un taux d'usure de 40% ! A raison de quinze heures par jour, ils sont rémunérés à la tâche : 2 francs pour un pantalon, 60 centimes pour une chemise.

Aujourd'hui comme à l'époque de la traite, l'esclavage répond à des critères économiques. Avec la mondialisation des échanges, ce fléau de l'humanité renaît avec outrance. Ah, si Schoelcher voyait ça !

■ Philippe Boudin



Focus Afrique de l'Ouest

Selon les estimations du B.I.T., environ 80 millions d'enfants astreints au travail vivent en Afrique. Le Bénin, jadis appelé « Côte des esclaves », est au coeur d'un fleurissant trafic d'enfants.

Cotonou - 5 heures du matin. La ville peine à se réveiller. Dans les quartiers des milliers d'enfants, principalement des fillettes, sont déjà à l'œuvre. Elles balayent, cuisinent ou lessivent. Certaines n'ont pas six ans. Ce sont les petites bonnes. Elles viennent des villages de brousse ou des pays limitrophes. Elles ont été placées en ville par des recruteurs qui sillonnent les régions les plus défavorisées. Bien sûr, pour elles, ni scolarisation, ni salaire. Quelques unes viennent du Nigeria où elles ont été enlevées. D'autres, une minorité, ont été purement et simplement vendues (entre cent et mille francs) par des parents acculés à la misère.



Anti-Slavery International notre partenaire

C'est la plus ancienne O.N.G. du monde. Née en 1839 et basée à Londres, A.S.I. milite contre l'esclavage en interpellant les politiques, les gouvernements et les instances internationales. Depuis quatre ans, nous luttons ensemble pour le même idéal avec des actions distinctes mais complémentaires. Nous soutenons pleinement les campagnes d'A.S.I. En voici deux :

Les Jermal de Sumatra

1500 plates-formes de pêche, les Jermal, sont disséminées le long des côtes au nord-est de Sumatra (Indonésie). La main d'œuvre - plusieurs milliers d'enfants de moins de 14 ans - y travaille dans des conditions épouvantables. Les accidents y sont fréquents. La mort aussi. Vous pouvez écrire poliment et dénoncer cette situation à : Mr. Fahmi Idris
Minister of Manpower ■ Department of Manpower
Jl. Cator Subroto Kav. 51 Jakarta 12950 Indonesia.

Servitude pour dettes au Pakistan

A côté des enfants qui tissent les tapis, il ne faut pas oublier le sort de ceux qui travaillent dans l'agriculture. Pas d'école. Pas de salaire, mais un esclavage pour dettes qui persiste et signe. « Je me souviens des visages de mon frère et de ma sœur morts parce que mon père ne pouvait acheter des médicaments et n'avait pas reçu l'autorisation du maître de les conduire chez le médecin. » Ramjee, 12 ans - Sanghar district. Il est important de continuer à s'indigner car aucun propriétaire terrien n'a jamais été condamné et ceci malgré l'adoption par le parlement pakistanais en 1992 de la loi interdisant l'esclavage pour dettes (Bonded Labour System Abolition Act). Vous pouvez écrire poliment et dénoncer cette situation à : Mr Miyan Muhammed Nawaz Sharif ■ Prime Minister of Pakistan
Prime Minister House ■ Islamabad ■ Fax : (00.92) 51 920 7464

Somaly MAM reçoit un prix

Cambodge, 1985. Somaly Mam est contrainte à la prostitution comme des milliers d'enfants. Aujourd'hui, Somaly retourne dans les bordels de Phnom Penh mais pour sauver d'autres petites filles. Elle et Pierre, son mari, ont fondé l'AFESIP (Agir pour les Femmes en Situation Précaire). Dans leur centre d'accueil, ils cachent, hébergent, nourrissent et soignent les petites esclaves prostituées. Somaly Mam est co-lauréate du Prix 1998 de Coopération Internationale de la Fondation Principe de Asturias avec Mmes Rigoberta Menchu (Guatemala), Graça Machel (Mozambique), Fatima Boudiaf (Algérie), Olayinka Koso-Thomas (Sierra-Léone), Fatana Ishaq Gallani (Afghanistan) et Emma Bonino (Italie ■ U.E).

Balayer devant sa porte

Depuis sa création, il y a quatre ans, le CCEM a surtout concentré ses efforts sur l'Île de France. Cette année, plusieurs antennes régionales vont s'organiser dans différentes villes de province. Bordeaux et Nice sont déjà en route. Toulouse et Lille sont en préparation. Vous désirez les rejoindre ou même en créer dans votre ville, contacter Marc Béziat au CCEM Paris. Tel : 01 55 35 36 55.

■ CCEM Aquitaine
C/o L.D.H B.P. 05 33023 Bordeaux
■ CCEM Côte d'Azur ■ C/o AFESIP
48, rue de la Buffa 06000 Nice
tel : 04.93.16.93.00

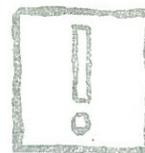
Famille je vous aime

L'action militante est limitée si elle n'est pas rapidement relayée par vous. L'efficacité du CCEM repose sur un réseau de bénévoles et notamment de familles d'accueil : des parrains ou marraines qui peuvent héberger une victime. Une semaine, le temps de se retourner, un mois, ou plus. Si vous êtes intéressés par cette forme d'aide, contactez Malika au CCEM Paris
Tel : 01 55 35 36 55.

Article Premier

Grande Cause nationale 1998

Article Premier est un collectif de 32 associations et O.N.G., dont le CCEM, engagées sur le terrain de l'humanitaire, du développement et de la défense des Droits de l'homme. Cette année en particulier, dans le cadre du cinquantenaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH), Article Premier entend rappeler l'universalité et l'indivisibilité de ces droits et appeler tous les citoyens à se les approprier. «La DUDH a 50 ans, si vous l'oubliez elle ne sert à rien».



En bref

Pour s'abonner : ■ 80 F par an pour 4 numéros d'Esclaves encore.

**Pour cotiser et s'abonner : Adhésion au Comité contre l'esclavage moderne
donnant droit à 1 an d'abonnement à Esclaves encore.**

■ **Cotisation de soutien et abonnement 200 F.**

■ **Membre bienfaiteur à partir de 300 F abonnement inclus.**

Nom : **Prénom :**

Adresse :

Profession : **N° tel :**

A retourner à : CCEM . 4, place de Valois . 75001 Paris

Le Point sur l'information chaque samedi



*Frederik De Klerk
et Nelson Mandela
à Pretoria en 1994*

JUDA NGWENYA - REUTERS

EN TOUTE
LIBERTÉ.

LE POINT